



Délégation régionale Paris-IDF Centre-Est

***Unité mixte de recherche 1050 – Centre Interdisciplinaire de
Recherche en Biologie***

ACCORD-CADRE

N° _____

Fournitures courantes et services

***Acquisition et maintenance d'un stérilisateur avec générateur de
vapeur intégré***

Appel d'offre ouvert

Cahier des clauses particulières

Sommaire

1.	Objet et description des prestations	3
2.	Réglementation applicable.....	5
3.	Lieu d'exécution	5
4.	Forme	5
5.	Allotissement.....	6
6.	Durée	6
7.	Obligations générales des parties	6
8.	Ordre de priorité des pièces contractuelles.....	6
9.	Avance	6
10.	Confidentialité – Mesures de sécurité	7
11.	Protection de la main d'œuvre et conditions de travail	7
12.	Protection de l'environnement	7
13.	Réparation des dommages.....	7
14.	Assurance	7
15.	Forme du prix	7
16.	Précisions sur le prix et les modalités de règlement.....	8
17.	Pénalités	9
18.	Vérification – Admission – Ajournement – Réfaction – Rejet	9
19.	Garantie	9
20.	Résiliation	9
21.	Créances, comptable assignataire et imputation budgétaire	9
22.	Recours	10
23.	Liste récapitulative des dérogations au CCAG – FCS	10

1. Objet et description des prestations

Le marché porte sur l'acquisition, l'installation, la mise en service ainsi que la maintenance d'un stérilisateur avec générateur de vapeur intégré pour une animalerie.

Au titre de l'acquisition de cet équipement, il est prévu l'enlèvement de l'ancien autoclave.

L'environnement d'installation du matériel

La taille de la pièce où se trouve doit se trouver l'équipement est de 23,62 m²

Aussi, la taille de l'équipement à respecter est maximum en largeur 1950 x Hauteur 2120 x Profondeur 1375 mm.

Caractéristiques de l'équipement

L'équipement doit comporter un générateur de vapeur intégré, avec une double porte et un refroidissement accéléré pour cycle liquide.

L'équipement proposé doit répondre aux besoins en stérilisation, par semaine, définis ci-dessous et être aussi capable de répondre au double de ces besoins :

- 1620 cages souris types LII de dimensions 207x 367x140 mm plus 1890 couvercles ;
- 120 cages rats types III, de dimensions 278x426x188 mm, plus 120 couvercles ;
- 1080 biberons remplis d'eau disposés dans des paniers de dimension environ 500x267x245mm.

L'équipement doit également répondre aux besoins suivants :

- Courant ;
- Eau adoucie ;
- Siphon de sol ;
- Extraction de buées ;
- Air comprimé ;
- Refroidissement accéléré pour cycle liquide ;
- Double commande ;
- Système de contrôle de stérilisation ;
- Traçabilité des cycles (enregistrement des données et impression) ;
- Logiciel de supervision.

Il doit être pris en compte la possibilité de stériliser les cages de souris et de rats contenant la litière.

La capacité de du stérilisateur doit pouvoir stériliser le double des cages de souris et rats et biberons sur quatre (4) jours.

Le Titulaire doit joindre une étude des différents temps d'utilisation nécessaires en fonction des différents besoins précités.

L'équipement proposé doit être implanté dans la laverie au niveau de l'emplacement de l'ancien autoclave.

Descriptif de l'équipement

La documentation technique doit comprendre, entre autres :

- Un descriptif détaillé de l'équipement avec notice d'utilisation et d'entretien,
- Une description détaillée des différents cycles avec durée de chaque phase de cycle.

L'équipement doit être conforme aux directives suivantes :

- Directive 2006/42/CE relative à la sécurité des machines ;
- Compatibilité électromagnétique 2014/30/UE ;
- Directive équipements à pression 97/23/CE ;
- Directive basse tension 2014/35/UE ;
- Fabriqué selon norme ISO 9001.

Equipements associés pour chargement et déchargement du matériel

- Un chariot de chargement et de déchargement ;
- Deux châssis de chargement.

Installation et pièces détachées de l'équipement

Le Titulaire indique la liste des pièces détachées non prise en charge et leurs coûts ainsi que la liste des consommables non pris en charges et leurs coûts.

Le Titulaire indique le coût de l'installation en précisant s'il comprend ou non le contrôle par un organisme indépendant ainsi que les conditions d'intervention durant la période de garantie. Si nécessaire, le coût de l'installation avec livraison en kit et, ou le coût du renforcement du sol doivent être chiffrés.

Le Titulaire indique si les pièces de rechange sont complètement ouvertes.

Formation des personnels

En vue d'acquérir une bonne connaissance de l'équipement et de son fonctionnement, une formation théorique et pratique de six personnels doit être dispensée. Celle-ci doit avoir pour objectif la maîtrise de tous les aspects techniques, pouvoir prévenir les dysfonctionnements et savoir faire la maintenance de 1^{er} niveau. La formation doit également permettre de rédiger une procédure interne pour les utilisateurs.

Maintenance de l'équipement

Les dispositions des articles 32 du CCAG – FCS s'appliquent.

Le Titulaire doit assurer la maintenance de l'équipement pendant toute la durée de la garantie de deux ans. A l'issue de la période de garantie, l'Inserm peut commander des prestations de maintenance annuellement, pour une durée maximum de deux ans.

Au titre de la maintenance, le titulaire doit intervenir en cas de fonctionnement défectueux, de remplacement des pièces nécessaires et assurer la maintenance préventive de l'équipement.

2. Réglementation applicable

Le présent marché est passé en application des textes suivants :

- Le code de la commande publique du 1^{er} avril 2019 ;
- Le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

3. Lieu d'exécution

Les prestations objets du présent marché sont exécutées à l'adresse suivante :

Unité 1050 - Centre Interdisciplinaire de Recherche en Biologie
Collège de France
11 place Marcellin Berthelot
75231 Paris Cedex 05

4. Forme

Le présent marché est un accord-cadre mixte mono attributaire avec une part forfaitaire ainsi qu'une part unitaire.

Les prix du présent marché sont composites et se décomposent comme suit :

- **Prix forfaitaires** : correspondant à ***l'acquisition du stérilisateur*** qui doit comprendre :
 - L'installation,
 - La mise en service,
 - Les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, et au transport jusqu'au lieu de livraison,
 - L'enlèvement de l'ancien autoclave,
 - La documentation technique,
 - La garantie,
 - La formation du personnel.
- **Part unitaire** : correspondant à ***la maintenance annuelle du stérilisateur*** qui doit comprendre :
 - Les pièces détachées intégrées à la maintenance ;
 - La main d'œuvre et les déplacements ;
 - Une visite annuelle au titre de la maintenance préventive.

S'agissant de la part forfaitaire, la notification du marché vaut notification du bon de commande.

S'agissant de la part unitaire, les bons de commande sont établis pour chaque année de maintenance de l'équipement, intervenant à l'issue de la période de garantie.

Conformément à l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu avec un maximum annuel de 150 000€ HT.

5. Allotissement

Conformément à l'article R.2113-3 du Code de la commande publique, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement des prestations dans la mesure où l'objet de ce marché ne s'y prête pas.

6. Durée

Le marché prend effet à compter de sa notification et prend fin à l'expiration de la durée de maintenance de l'équipement.

La notification du marché consiste en la transmission au Titulaire, par le pouvoir adjudicateur, d'une copie du marché signé.

Toutefois, avant la fin de la durée de validité du marché, le pouvoir adjudicateur a la possibilité de mettre fin à ce dernier par lettre recommandée avec accusé de réception.

7. Obligations générales des parties

Les dispositions de l'article 3 du cahier des clauses administratives générales inhérent aux marchés publics de fournitures courantes et de services (ci-après désigné « CCAG – FCS ») s'appliquent.

8. Ordre de priorité des pièces contractuelles

Les pièces contractuelles applicables au présent marché sont énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissant :

- Le formulaire ATTRI 1 valant acte d'engagement et son annexe financière ;
- Le présent document valant cahier des clauses particulières, référencé CCP N° INSERM/PAIDFCE/2021-10/AOO ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services tel qu'il résulte de l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- L'offre technique Titulaire.

Toute clause figurant dans les documents fournis par le Titulaire, y compris les conditions générales de ventes du Titulaire et contraires aux clauses du présent CCP et du CCAG, est réputée non écrite.

9. Avance

Il est fait application de l'option B au titre de l'article 11.1 relatif à l'avance.

Conformément aux articles L.2191-2 et suivants ainsi que R.2191-3 et suivants du Code de la commande publique, sauf renonciation du Titulaire, une avance est accordée dès lors que le montant est supérieur à 50 000€ HT et que la durée d'exécution est supérieure à deux (2) mois.

S'agissant de l'avance à la partie « forfaitaire » :

Lorsque la durée du marché est inférieure ou égale à douze (12) mois, le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché, 10% s'il s'agit d'une petite ou moyenne entreprise.

S'agissant de l'avance à la partie « unitaire » :

Le montant de l'avance est fixé à 5% du montant initial toutes taxes du bon de commande supérieur à 50 000€ HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois, à 10% si le marché est établi avec une petite ou moyenne entreprise.

Le remboursement de l'avance s'effectue au regard des dispositions de l'article R.2191-11 et suivants du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, seuls les sous-traitants bénéficiant du paiement direct peuvent se prévaloir de l'avance. Celle-ci est versée, sur demande du sous-traitant, dans les quarante-cinq (45) jours suivants la notification du marché subséquent.

Si la déclaration de sous-traitance intervient a posteriori de la notification du marché subséquent, le Titulaire doit rembourser la partie de l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées, même si le sous-traitant ne souhaite pas bénéficier de l'avance.

10. Confidentialité – Mesures de sécurité

Les dispositions de l'article 5 du CCAG – FCS s'appliquent.

11. Protection de la main d'œuvre et conditions de travail

Les dispositions de l'article 6 du CCAG – FCS s'appliquent.

12. Protection de l'environnement

Les dispositions de l'article 7 du CCAG – FCS s'appliquent.

13. Réparation des dommages

Par dérogation à l'article 8.1 du CCAG-FCS, les dommages matériels causés au personnel ou aux biens du Pouvoir Adjudicateur par le Titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du Titulaire. Les dommages matériels causés au personnel ou aux biens du Titulaire par le Pouvoir Adjudicateur, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Les autres dispositions de l'article 8 du CCAG-FCS s'appliquent.

14. Assurance

Les dispositions de l'article 9 du CCAG – FCS s'appliquent.

15. Forme du prix

Les dispositions de l'article 10 du CCAG – FCS s'appliquent.

Les prix sont réputés fermes et sont non actualisables.

Les prix sont indiqués dans l'offre financière du titulaire.

16. Précisions sur le prix et les modalités de règlement

Les dispositions de l'article 11 du CCAG – FCS s'appliquent.

Toute prestation facturable entrant dans le cadre du présent marché est précédée ou suivie, suivant le type de prestation, de l'envoi d'un bon de commande.

La transmission des factures doit être effectuée sous forme dématérialisée via le portail Chorus qui est accessible par internet à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Les factures doivent obligatoirement indiquer les informations figurant sur le bon de commande :

Le numéro d'engagement à 10 chiffres.

Le numéro SIRET : 18003604802391

Le code du service : U1050

Les sommes dues sont mises en paiement dans un délai global de trente (30) jours à compter de la réception de la facture par la Délégation régionale Paris-IDF Centre-Est de l'INSERM.

Le défaut de paiement dans le délai prévu ci-dessus fait courir de plein droit des intérêts moratoires à partir du jour suivant l'expiration dudit délai.

L'adresse de facturation est la suivante :

INSERM
Délégation régionale Paris-IDF Centre-Est
Biopark
8 rue de la Croix-Jarry
75013 Paris

Il s'agit d'une facturation effectuée mensuellement après service fait et à terme échu, conformément à la réglementation de la comptabilité publique. Le mode de règlement est le virement. Le paiement sera effectué en euros.

Le Titulaire doit joindre au présent marché un relevé d'identité bancaire.

Outre les mentions légales, les indications suivantes devront y figurer IMPERATIVEMENT :

- La référence du présent marché.
- Le nom et l'adresse du Titulaire
- Le numéro du bon de commande correspondant
- Les dates de la période de facturation concernée
- Le montant en Euros H.T. des prestations exécutées
- Le taux et le montant de la T.V.A. (taux en vigueur à la date de facturation)
- Le montant en Euros T.T.C. des prestations exécutées
- Le numéro de SIRET du Titulaire
- Le numéro de T.V.A. Intracommunautaire du Titulaire
- Les références bancaires ou postales du Titulaire telles qu'elles figurent dans l'acte d'engagement.

17. Pénalités

Les dispositions de l'article 14 du CCAG – FCS s'appliquent.

18. Vérification – Admission – Ajournement – Réfaction – Rejet

Les dispositions des articles 27 à 30 du CCAG – FCS s'appliquent.

19. Garantie

Par dérogation aux dispositions de l'article 33 du CCAG – FCS, le titulaire s'engage à garantir les équipements, objet du présent marché, pour une durée de deux (2) ans.

20. Résiliation

Lorsque l'exécution des prestations, objet du présent marché, ne s'effectue pas telle que stipulée dans les pièces constitutives du marché, l'Inserm peut alors résilier le présent marché aux torts du Titulaire dans les conditions mentionnées à l'article 38 du CCAG-FCS, sans préjudice de l'application des pénalités définies dans le présent document.

Selon les cas énumérés à l'article 41.1 du CCAG-FCS, une mise en demeure doit précéder la résiliation aux torts du Titulaire, et prendre la forme d'une notification de l'Inserm au Titulaire. La résiliation est prononcée si le Titulaire n'a pas effectué les prestations demandées dans le délai d'exécution fixé par le Pouvoir Adjudicateur, à compter de la réception de ladite mise en demeure, conformément à l'article 41.2 du CCAG-FCS.

Toutefois par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS, l'Inserm se réserve la possibilité de prononcer une résiliation immédiate si l'une des conditions suivantes est remplie :

- quand le Titulaire déclare ne pas pouvoir tenir ses engagements,
- quand le Titulaire a commis des actes frauduleux au cours de l'exécution du marché,
- quand le Titulaire a été exclu des commandes publiques postérieurement à la conclusion du marché,
- quand le montant des réfections ou des pénalités appliquées aux prestations rendues par le Titulaire pour une période donnée atteint ou dépasse le montant de la rémunération des dites prestations pour la même période.

21. Créances, comptable assignataire et imputation budgétaire

La personne habilitée à donner les renseignements prévus dans le cadre des nantissements ou des cessions de créance, au regard des articles R.2191-59 et suivants du Code de la commande publique, est Madame Camille CHAUDONNERET, Déléguée régionale de Paris-IDF Centre-Est.

Le comptable assignataire est Madame Valérie PERNIN, agent comptable secondaire de la Délégation Régionale de Paris-IDF Centre-Est.

22. Recours

L'instance chargée des procédures de recours est le Tribunal administratif de Paris, sis 7 Rue de Jouy, 75004 Paris.

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus sur l'introduction de recours est le greffe de ce tribunal.

23. Liste récapitulative des dérogations au CCAG – FCS

Articles du CCAG-FCS	Articles du CCP
8	13. Réparation des dommages
28	20. Garantie
32.2	23. Résiliation